



## Assurance PME

Module Assurance de protection juridique  
Module «Vie quotidienne de l'entreprise»

# Gérez votre entreprise en toute sérénité

**Vous avez des questions concernant des autorisations, un litige en lien avec des biens immobiliers servant à l'entreprise ou des soucis en raison d'une violation de la protection des données? Le module «Vie quotidienne de l'entreprise» vous aide à surmonter les incertitudes et les soucis juridiques en lien avec votre activité professionnelle et à répondre aux questions et aux cas juridiques. Il s'agit du module de base de l'assurance de protection juridique, qui peut être combiné à d'autres modules.**

Quels sont les cas assurés?	Exemples
<b>Biens immobiliers</b> Questions juridiques et litiges en rapport avec des biens immobiliers assurés en Suisse	
<ul style="list-style-type: none"><li>en votre qualité de locataire (bail à loyer ou à ferme)</li><li>découlant d'une vente, d'un achat ou d'une réservation (y compris les contrats de courtage)</li><li>en votre qualité de maître de l'ouvrage, pour des questions juridiques et des litiges découlant de travaux de construction, d'extension et de transformation ainsi qu'en cas d'opposition de tiers à vos projets de construction</li><li>découlant de l'entretien des bâtiments</li><li>avec le voisinage (p. ex. plaintes pour nuisances sonores) ou en cas d'opposition aux projets de construction de voisins directs</li><li>concernant la possession ou la propriété (y compris la propriété par étages)</li><li>en cas d'expropriation par l'État</li></ul>	<p>Le bail de l'immeuble servant à l'exploitation de votre entreprise a été résilié et vous souhaitez contester cette décision.</p> <p>Le vendeur d'un immeuble exige soudain des frais de réservation plus élevés que ceux qui avaient été convenus et payés initialement.</p> <p>Vous prévoyez de transformer votre usine, mais votre voisine forme opposition contre ce projet de construction.</p> <p>Les frais pour le contrat d'entretien du chauffage augmentent de manière injustifiée et vous souhaitez contester cette hausse.</p> <p>Un voisin se plaint du bruit causé par les véhicules de livraison de votre entreprise, qui partent tôt le matin. Il demande que vous en limitiez la circulation.</p> <p>Votre local commercial fait partie d'une communauté de propriétaires par étages. À la suite d'une rénovation de l'immeuble, la communauté décide que vous devez supporter une part substantielle des frais de rénovation.</p> <p>Vous êtes propriétaire de différents entrepôts. Le canton souhaite faire construire une route et prévoit la démolition de l'un d'entre eux.</p> <p>Vous avez commandé des éléments d'ameublement et d'équipement dont votre entreprise avait un besoin urgent. La marchandise a été livrée endommagée.</p>
<b>Équipements et infrastructure</b> Questions juridiques et litiges concernant vos équipements et votre infrastructure, tels que: <ul style="list-style-type: none"><li>mobilier</li><li>machines</li><li>animaux de rente</li><li>logiciels, accès à Internet et autres abonnements</li><li>véhicules sans plaque de contrôle</li></ul>	

Quels sont les cas assurés?	Exemples
<b>Propriété intellectuelle</b> Défense contre des prétentions ou exercice de prétentions relevant du <ul style="list-style-type: none"><li>• droit des marques</li><li>• droit du design</li><li>• droit des brevets</li><li>• droit d'auteur</li></ul>	Vous avez conçu un magnifique logo pour votre nouvelle société. Une entreprise vous reproche d'avoir choisi un logo trop semblable au sien et d'enfreindre ainsi le droit des marques.
<b>Protection des consommateurs et concurrence</b> Questions juridiques et litiges <ul style="list-style-type: none"><li>• en rapport avec la défense contre des prétentions ou l'exercice de prétentions pour concurrence déloyale</li><li>• découlant d'infractions concernant la déclaration de biens et de services ou l'obligation de renseigner (protection des consommateurs)</li><li>• en cas d'allégation d'application de prix abusifs ou de violation de l'obligation de renseigner (loi concernant la surveillance des prix)</li><li>• découlant du droit des cartels</li></ul>	Un concurrent dénigre vos produits dans sa publicité.  Les autorités administratives vous infligent une amende pour cause de déclaration erronée de marchandise.  Un concurrent a signalé au Surveillant des prix que vous comptriez augmenter vos prix de manière abusive. Le Surveillant des prix ayant diligenté une enquête, vous encourez à présent une amende.  Les autorités de la concurrence ouvrent une procédure d'enquête à votre encontre et vous avez besoin d'aide.
<b>Protection des données et cybersécurité</b> Questions juridiques et litiges en rapport avec: <ul style="list-style-type: none"><li>• des violations de la protection des données</li><li>• une fraude à la carte de crédit ou une usurpation d'identité</li><li>• des atteintes à votre personnalité (y compris la défense contre des prétentions en dommages-intérêts) publiées dans des médias en ligne et hors ligne et reconnaissables par d'autres personnes</li><li>• votre nom de domaine</li></ul>	À la suite du piratage de votre boutique en ligne, on vous accuse d'avoir pris des mesures insuffisantes pour protéger les données sensibles de votre clientèle.
<b>Activités quotidiennes</b> Questions juridiques et litiges en rapport avec: <ul style="list-style-type: none"><li>• des dommages-intérêts et la réparation du tort moral</li><li>• la défense dans une procédure pénale ou une procédure administrative connexe pour des infractions par négligence (acte commis par inadvertance)</li><li>• des autorisations d'exploitation ou d'exercice de la profession déjà accordées</li><li>• Assurances:<ul style="list-style-type: none"><li>- assurances privées</li><li>- assurances sociales suisses</li><li>- autres institutions suisses d'assurance de droit public</li></ul></li><li>• la responsabilité relevant du droit des sociétés (responsabilité des organes), lorsqu'il n'existe pas de couverture dans le cadre d'une assurance de la responsabilité civile des organes de société existante</li></ul>	Une cliente trébuche dans votre magasin, se blesse et exige des dommages-intérêts.  En raison de l'inattention d'un collaborateur, votre bureau prend feu. Bien que les pompiers parviennent à éteindre l'incendie, une enquête pénale est ouverte à votre encontre et à celle de vos collaborateurs.  À l'issue d'un contrôle effectué par les autorités de surveillance, l'autorisation d'exploitation existante risque de vous être retirée pour violation présumée de la réglementation.  Un dommage causé à une machine n'est pas pris en charge par l'assurance bien que la machine soit assurée.  Les actionnaires estiment que le conseil d'administration n'a pas assumé ses tâches correctement et lui demandent des comptes.

## Assurance PME

Module Assurance de protection juridique  
Module «Vie quotidienne de l'entreprise»

Quels sont les cas assurés?	Exemples
• le registre du commerce	L'office du registre du commerce adresse une décision à votre entreprise et lui signale que des informations importantes manquent.
• les autorités fiscales	Vous n'êtes pas d'accord avec la décision sur opposition ren- due par les autorités fiscales et entendez la contester devant le tribunal administratif.
• des déplacements professionnels et des voyages d'affaires (à l'exclusion du trajet jusqu'au lieu de travail et retour)	À l'occasion d'un déplacement professionnel, votre collabo- rateur a été impliqué dans un accident de la circulation. La situation juridique n'est pas claire et votre collaborateur risque un retrait du permis de conduire.

### Bon à savoir

Vous avez la possibilité de vous renseigner en ligne sur la solva-  
bilité de particuliers et d'entreprises dans le monde entier. Accès  
simple et rapide grâce à votre identifiant personnel à la base de  
données en ligne.

## Couverture complémentaire en option pour une protection complète dans la vie professionnelle

Quels sont les cas assurés?	Exemples
<b>Droit des raisons de commerce</b> Questions juridiques et litiges en lien avec l'exercice de droits ou la contestation de prétentions au sujet du nom de votre entreprise	Vous avez fait inscrire le nom (= raison sociale) de votre nouvelle entreprise au registre du commerce. Quelque temps plus tard, vous recevez un avertissement d'un concurrent faisant état d'un risque de confusion. Il prétend que le nom de votre entreprise ressemble trop à celui de la sienne.



### Votre service juridique, toujours à vos côtés

Conseils juridiques gratuits assortis de check-lists et de modèles ou générateur  
gratuit de certificats de travail sur MyRight: nos services simplifient votre quotidien  
professionnel. En outre, vous bénéficiez de notre réseau d'avocates et d'avocats  
et pouvez compter sur un partenaire solide à vos côtés.